

Crime organisé / Un pactole de minimum 110 milliards d'euros par an

L'argent des mafias menace la paix

L'ESSENTIEL

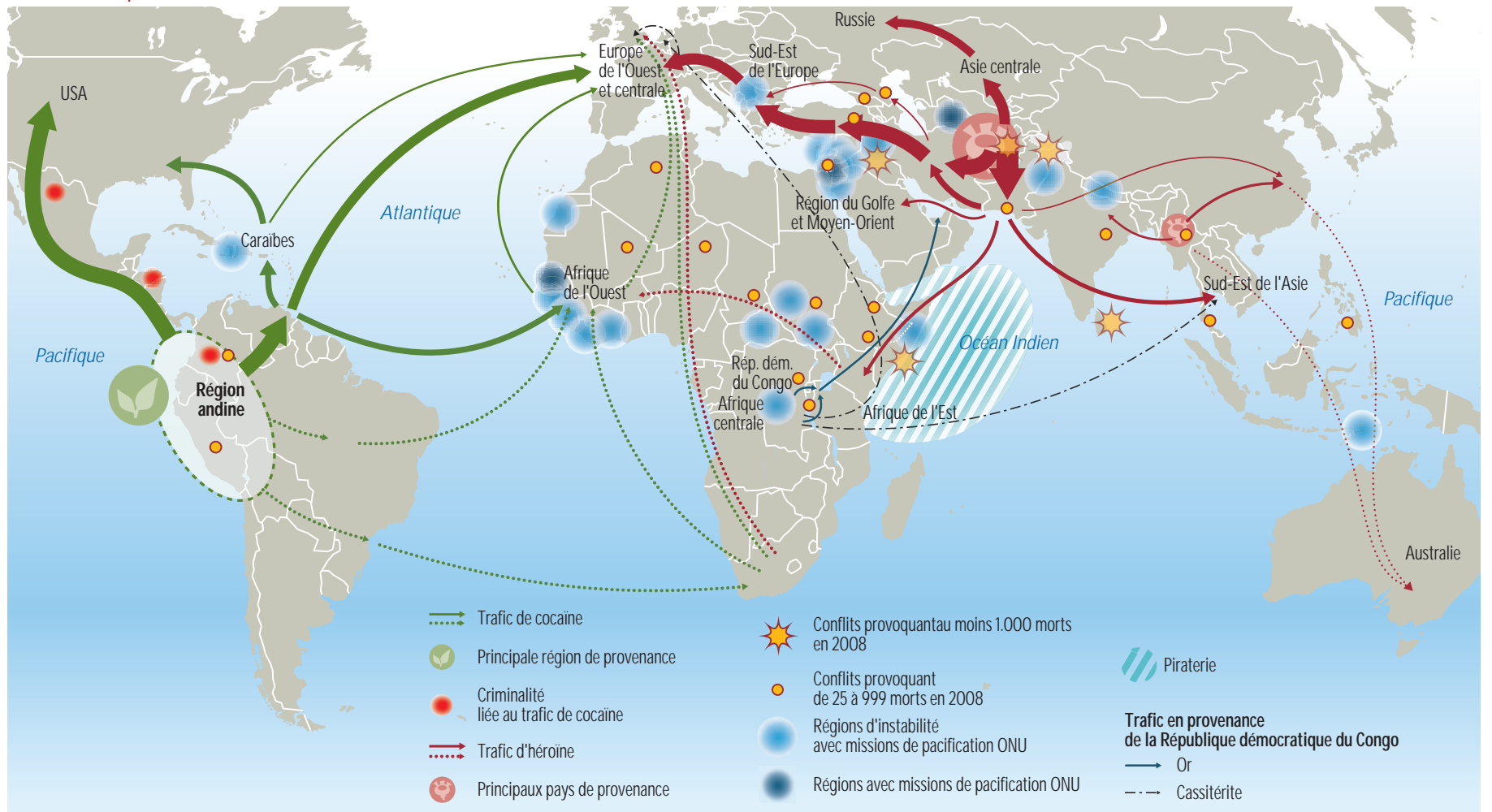
- Premier rapport des Nations unies sur les marchés globalisés des mafias.
- Economies licite et illicite se sont mêlées, la finance est « co-conspiratrice » du crime organisé.
- L'ONU appelle à un sursaut moral contre notre tolérance aux mafias.

Au cours de la décennie écoulée, alors que la planète avait les yeux tournés vers le terrorisme international, « le crime organisé s'est globalisé et est devenu l'un des pouvoirs armé et économique les plus importants au monde », ont prévenu ce jeudi les Nations unies, diffusant pour la toute première fois un rapport transversal sur la formidable mutation du crime organisé contemporain. Avec ce signal inquiétant : il n'y a plus d'économies noires ou blanches, mais des économies grises inter-pénétrées (lire ci-dessous).

Les chiffres sont inquiétants : par-delà les trafics de cocaïne (58,2 milliards d'euros/an) et d'héroïne (26,7 milliards d'euros/an), d'autres économies criminelles explosent : la contrefaçon (8 milliards rien qu'en Europe), le trafic de personnes (7,5 milliards), le trafic de ressources naturelles et d'espèces protégées (2 milliards), le vol d'identité (800 millions d'euros), les trafics d'armes à feu (258 millions, soit jusqu'à 20 % du commerce licite), la pédopornographie (202 millions), pour ne citer que le « Top 8 ».

Un autre grand danger illustré par le rapport est la naissance

EN 2010, CRIMINALITÉ ET CONFLITS SE REJOIGNENT



(ou le prolongement) de conflits armés dans les zones où les forces de marché criminelles font pression, notamment en Afrique de l'Ouest, mais aussi dans la Corne de l'Afrique et à travers l'Asie du Sud (notre infographie, ci-dessus). Les Nations unies épinglent en particulier l'effet déstabilisant de la cocaïne en Afrique de l'Ouest, du Ghana jusqu'en Mauritanie : « *Le plus grand danger par la cocaïne est sa valeur extrême en comparaison des économies locales, ce qui permet aux trafiquants de pénétrer au plus haut niveau des gouvernements et des États-majors.* » En Guinée-Bissau, tant le procureur général que le ministre de la Justice ont

reçu des menaces de mort après saisie de cocaïne. L'Europe vit le même problème : en Serbie, le président ainsi que les ministres de l'Intérieur et de la Justice ont été menacés de mort... après une saisie de cocaïne provenant d'Afrique de l'Ouest. Autre exem-

La valeur extrême de la cocaïne permet aux trafiquants de pénétrer au plus haut niveau des gouvernements et des États-majors d'Afrique de l'Ouest

ple : dans un entretien au *Soir*, le ministre iranien des Affaires étrangères Manouchehr Mottaki affirmait que les mafias de l'héroïne ont tenté d'obtenir l'impunité pour leurs trafics en Iran, en

échange de leur engagement à ne pas en vendre à l'intérieur de la république islamique.

Derrière ces conflits se trouvent éventuellement des faiseurs de guerres – remplacés dès qu'ils sont arrêtés – mais surtout des marchés mafieux, désormais globalisés, qu'il faut casser pour retrouver une chance de stabilité et de paix : « *Puisque le crime organisé transnational est mené par des forces de marché, ce sont ces marchés qu'il faut détruire, et pas simplement les groupes criminels qui les exploitent* », constate Antonio Maria Costa.

À l'attention de l'Europe, le rap-

port lance plusieurs mises en garde implicites : d'abord, le Vieux continent est devenu, de loin, le premier marché de l'héroïne (lire ci-contre) et sa consommation de cocaïne (124 tonnes par an) rattrape celle des États-Unis (164 tonnes). Ensuite, puisque les économies licites et mafieuses sont désormais inter-pénétrées et que l'Europe est l'un des grandes puissances économiques, l'Europe est inévitablement devenue l'un des grands centres de l'économie mafieuse de la planète. Enfin, dans les Balkans, la pression de l'économie criminelle enflamme aujourd'hui une crise régionale qui n'a jamais été totalement réglée. ■ **ALAIN LALLEMAND**

NOTRE ENQUÊTE

87 tonnes d'héroïne consommées chaque année en Europe

Selon l'ONU, l'Europe occidentale est devenue le premier marché mondial de l'héroïne, avec une consommation annuelle de 87 tonnes pour un revenu de 16,5 milliards d'euros. La demande est amplement rencontrée par la seule production afghane (380 tonnes). Mais qui tire l'essentiel des bénéfices de ce marché criminel ? Les fermiers, courtiers et insurgés afghans n'empochent que 5 % des revenus du trafic (1,8 milliard d'euros), cependant que les groupes criminels qui transportent l'héroïne de la frontière afghane à la frontière européenne empochent au maximum 1 milliard d'euros. Le solde (plus de 14 milliards d'euros) atterrit dans la poche de criminels actifs en Europe.

Sur la piste d'un simple gramme

Jusqu'au printemps 2011, retrouvez le blog « Un simple gramme d'héroïne » blogs.lesoir.be/grammedheroine et les tweets de notre journaliste @AlainLallemand

« La crise internationale, une aubaine pour la mafia »

ENTRETIEN
Avec ce rapport sur la globalisation du crime, et après huit années passées à la tête de l'ONU (Office des Nations unies contre la drogue et le crime), son directeur exécutif, l'italien Antonio Maria Costa, livre son chant du cygne.

On a reproché à l'ONU d'en faire trop sur les produits, trop peu sur le crime organisé. Vous vous êtes bien rattrapé...

Nous sommes convaincus que la lutte contre le crime organisé doit surtout se mener contre les marchés. Les criminels, eux, sont rapidement remplacés, et la motivation fondamentale du crime, c'est l'argent. On connaît très peu le marché criminel : on n'a pas investi suffisamment pour le comprendre. Je suis économiste, je

citoyens, à la propriété individuelle, et à ses conséquences « micro ». Le rapport démontre la dimension stratégique – « macro » – de cette menace internationale. Enfin, la nécessité de se focaliser sur les marchés mafieux pour les perturber.

Qu'est-ce qui vous a le plus surpris ?
Le plus surprenant : l'économie criminelle se développe en parallèle avec l'économie légitime. Beaucoup d'opérateurs de l'économie légale sont impliqués, qu'ils s'occupent ou non des ressources de la criminalité organisée. Il n'y a pas d'économie noire et d'économie blanche : il y a une économie grise, et c'est cela qui me préoccupe : les personnages impliqués sont parfois très respectés... or ils font parfois partie du problème.
Le second aspect qui m'a frappé est le fait

C'est davantage qu'un sursaut législatif que vous demandez : c'est presque un sursaut moral...

Exactement. Le sursaut législatif et opérationnel, cela va concerner la suppression de l'offre. Mais on a aussi un très gros problème de légitimation morale des mafias, lorsqu'on achète leurs produits et services. On a progressé un peu face aux stupéfiants, face aux diamants du sang. Il faut progresser dans nombre d'autres secteurs. **Vous dites : on a laissé un peu de côté le traité de Palerme (2000). Qu'a-t-il de si intéressant à vos yeux ?**
C'est le premier accord international de lutte contre la mafia, et la première reconnaissance internationale de la sévérité du problème. Depuis Palerme, on a perdu une quantité de temps énorme et, ces derniers dix ans, la force de la mafia a augmenté, alors que la force de la réponse globale face à la mafia s'est réduite.

Deux questions à propos d'interpénétration du licite et de l'illicite : la Belgique est candidate à l'organisation de la coupe du Monde de football. Il semble qu'un des éléments décisifs soit que le pays-hôte ferme les yeux, se prive de contrôle anti-blanchiments, histoire de mener tous les transferts d'argent un peu délicats. Cela ne vous sidère pas ?
Je suis l'un des trois pères des accords du Gafi (Groupe d'action financière). Cet accord fonctionne très bien au niveau bancaire, mais ne fonctionne pas avec les opé-

rations immobilières, avec le blanchiment dans l'hôtellerie, le secteur du tourisme... et avec d'autres secteurs importants.

Et la crise, opportunité pour la mafia ?

Avec le Gafi, les mafias n'ont plus pu utiliser les réseaux financiers et, ces dix dernières années, elles ont recommencé à gérer leurs ressources en cash. Avec la crise financière, le manque de liquidités et l'incapacité des banques de se faire des prêts entre elles, ces mafias sont revenues dans le secteur financier et sont devenues les premiers bénéficiaires de la crise. La crise internationale a été une aubaine pour la mafia internationale qui continue à utiliser le système financier. ■

Propos recueillis par **ALAIN LALLEMAND**

« Les personnages impliqués sont parfois très respectés... Or ils font parfois partie du problème. » A.M. Costa

sais que – même dans le secteur de la finance – il n'y a pas eu beaucoup d'études. Dans une certaine mesure, l'économie et la finance sont devenus co-conspirateurs dans ces marchés criminels.

Et vous, qu'avez-vous trouvé de neuf ?
D'abord, la globalité du phénomène. Ensuite, la dimension stratégique : on s'est toujours préoccupé de la mafia en raison de la menace qu'elle pose au bien-être des

que la globalisation du crime est le résultat de la globalisation de l'activité économique : la réduction des contrôles frontaliers, l'expansion du commerce, de la finance. Là où l'économie s'est développée très rapidement – hier en Europe de l'Est et en Chine, aujourd'hui au Brésil et en Afrique –, et où les contrôles de l'Etat n'ont pas encore eu le temps de se développer, c'est là que s'est installée la mafia.



© PIERRE-YVES THIENPONT

lesoir.be

Jusqu'au printemps 2011, retrouvez le blog « Un simple gramme d'héroïne » blogs.lesoir.be/grammedheroine et les tweets de notre journaliste @AlainLallemand